



### Lotto-Firmen wollen ihn stoppen

Anzeige

Sie können jede Lotterie gewinnen, wenn Sie dies wissen. Jetzt Video ansehen >>

#### POLITIQUE

## Suisse-Afrique : et si l'Ukraine venait bouleverser la donne ?

Avec sa récente stratégie consacrée à l'Afrique subsaharienne, Berne fait de sa coopération avec le continent l'une de ses priorités. Mais le conflit européen pourrait remettre certaines de ses ambitions en question.

18 avril 2022 à 11:33

Par *Marjorie Cessac*

Mis à jour le 20 avril 2022 à 11:18



La guerre en Ukraine et ses multiples conséquences pour l'ordre mondial pourraient venir tout bouleverser. Toujours est-il qu'en janvier, la Suisse a dévoilé son intérêt grandissant pour l'Afrique en même temps que sa nouvelle stratégie en direction du continent. Avec un ton nouveau et la volonté décomplexée de faire la part belle aux affaires. « L'Afrique subsaharienne, ce sont surtout de nouvelles opportunités », s'était ainsi exclamé le libéral Ignazio Cassis, actuel président de la Confédération, alors que Berne présentait un document spécifique à l'Afrique subsaharienne. Quelques mois plus tôt, un rapport identique avait été consacré au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord. « Ces régions sont appelées à jouer un rôle de plus en plus important, même pour la Suisse », insistait encore le chef de l'exécutif helvétique.



En plus de ses missions traditionnelles dans la médiation des conflits et dans l'aide humanitaire, qu'elle n'entend surtout pas abandonner, la Suisse veut également s'investir dans d'autres domaines. Berne dit vouloir contribuer au décollage économique du continent, en soutenant notamment l'entrepreneuriat local, l'éducation de base, la formation professionnelle et la numérisation. À l'instar de ce projet de studio d'enregistrement dévolu à l'éducation numérique, MOOC (Massive Open Online Course) développé au Sénégal. Cette initiative a été mise en place par l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) avec le soutien financier de la Direction du développement et de la coopération. « Améliorer les conditions cadres des économies africaines profitera aussi aux entreprises suisses », estime le Département fédéral des

## Tour du Monde en Avion Privé

Affaires étrangères (DFAE). [Réserver](#)

### CETTE NOUVELLE STRATÉGIE DÉNOTE UN CHANGEMENT DE PERCEPTION

S'ils saluent cette reconnaissance du continent, certains membres de l'opposition regrettent toutefois que la priorité ne soit pas davantage donnée à la rémunération des produits importés, tels que les fèves de cacao du Ghana et de Côte d'Ivoire qui alimentent les grands chocolatiers suisses, et que les prêts ne bénéficient pas également à des entreprises africaines. Ils pointent le risque de voir les pays les plus fragiles relégués peu à peu à l'arrière-plan. Et ce, même si, sur le papier, les pays du Sahel, de la Corne de l'Afrique, de la région des Grands Lacs, ainsi que les « lions africains » en général (cette appellation désigne les pays du continent à fort potentiel économique comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigeria, le Rwanda, l'Afrique du Sud, le Kenya ou l'Éthiopie) figurent au rang des régions prioritaires de la confédération.

À LIRE [Ukraine-Russie : pétrole, céréales, diplomatie... Quel sera le prix à payer pour l'Afrique ?](#)

« Cette nouvelle stratégie dénote un changement de perception, confirme Didier Péclard, directeur des études africaines à l'université de Genève. Elle s'inscrit plus qu'avant dans le soutien à des économies qui marchent, plutôt que dans la tradition suisse de coopération et d'allègement de la pauvreté. » Une manière selon lui d'épouser une tendance plus générale sur le continent qui repose sur le paradigme de l'*Africa rising*. Un mouvement qui s'est traduit, entre 2000 et 2015 pour certains pays, par une très forte croissance mais aussi par un creusement des inégalités en raison de son développement fondé sur l'exploitation des ressources naturelles plus que sur l'industrialisation de l'économie locale.

### Contrôle des flux migratoires

Nul n'est toutefois dupe : cette stratégie répond aussi en partie à un impératif de contrôle des flux migratoires et, [comme ailleurs en Europe, à une pression politique forte](#). Sur la question des migrations, Berne a conclu ces dernières années plusieurs accords de coopération avec l'Angola, le Bénin, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Gambie... Et en négocie un autre avec le Soudan. La Suisse est en outre engagée dans un partenariat migratoire avec le Nigeria, auquel se sont ajoutés, en 2019, deux accords de réadmission conclus avec l'Éthiopie et le Botswana. Elle s'appuie aussi sur des projets d'aide ciblés. [Comme au Niger](#), un pays situé sur la route des réfugiés se déplaçant en direction du nord. À Agadez, un centre pour migrants a été ouvert, ainsi qu'un projet financé par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) visant à soutenir les personnes handicapées. Tandis que Maradi accueille un projet de formation pour enfants réfugiés ou n'ayant pas accès à l'éducation.

### NOUS MENONS UN VÉRITABLE TRAVAIL DE FOURMI POUR ENCOURAGER LES JEUNES À SE LANCER DANS L'AGRO-ÉCOLOGIE

Reste que cette stratégie à peine formulée pourrait bien être perturbée par le conflit en Ukraine, qui rebat déjà les cartes. « L'approche prônée, fondée sur des partenariats d'égal à égal qu'elle prône va certainement être maintenue malgré les défis additionnels et multiformes



grands négociants au monde de matières premières et reste la principale plaque tournante pour les céréales ukrainiennes et russes. Or, « les négociants doivent aussi contribuer à garantir la sécurité alimentaire au niveau mondial », soulignait le 24 mars l'association Public Eye, qui réclame une participation active de Berne au projet onusien en la matière. À la mi-mars, face à l'urgence, António Guterres, le secrétaire général des Nations unies, a annoncé la création du Global Crisis Response Group on Food, Energy and Finance. Une initiative internationale coordonnée pour soutenir les pays les plus menacés de famine, au rang desquels figurent plusieurs États africains.

#### À LIRE [Comment sortir l'Afrique de sa dépendance aux céréales importées](#)

Avant la guerre en Ukraine, la pandémie avait déjà montré « l'urgence pour ces économies de pouvoir faire face aux pénuries et aux hausses de prix », comme a pu le constater sur le terrain la Fédération genevoise de coopération (FGC), qui travaille avec 25 partenaires africains dans un grand nombre de pays subsahariens. Depuis de longues années déjà, et en amont des catastrophes, son objectif est de promouvoir l'autonomie alimentaire sur place. « C'est l'avenir », convient sans hésiter Isabelle Lejeune, coordinatrice, au sein de ce groupement, des questions de souveraineté alimentaire. « Nous menons un véritable travail de fourmi pour encourager les jeunes à se lancer dans l'agro-écologie et pour promouvoir l'usage de céréales locales comme le mil et le manioc », précise-t-elle. Un plaidoyer qui, chaque jour, trouve davantage de justification sur place.

#### À LIRE AUSSI

- > [JA](#) [Comment sortir l'Afrique de sa dépendance aux céréales importées](#)
- > [Ukraine-Russie : pétrole, céréales, diplomatie... Quel sera le prix à payer pour l'Afrique ?](#)

**jeuneafrique**

### **Le devoir d'informer, la liberté d'écrire.**

Jeune Afrique est un média indépendant depuis 1960. Nous croyons qu'une information libre et de qualité est indispensable à la vie démocratique. Nous sommes experts de nos sujets et proposons une information vérifiée et traitée en profondeur.

**Choisissez la référence de l'information politique du continent.**

### **Rejoignez nos abonnés.**

S'ABONNER →

## **Newsletter : déjà 250 000 inscrits !**

Recevez chaque jour par email,  
les actus Jeune Afrique à ne pas manquer !